

Des initiateurs d'accords politiques en Haïti s'assiéront pour dialoguer

Image not found or type unknown

Port-au-Prince, 13 septembre (RHC) Les initiateurs des deux grands accords politiques d'Haïti, qui réunissent des centaines d'organisations, s'assiéront à la même table de dialogue.

Le Premier ministre Ariel Henry a invité des représentants de la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise (Crshc), et la rencontre pourrait avoir lieu à la fin de cette semaine, selon la lettre envoyée au gouvernement par le comité.

Henry a réussi cette fin de semaine à faire signer sa proposition de gouvernance pacifique par une vingtaine de groupes politiques, à convenir de la création d'une assemblée constituante et à rédiger une nouvelle Constitution, ainsi que la tenue d'élections avant la fin de 2022 et la restructuration du cabinet ministériel.

Parmi les signataires figurent des plateformes influentes comme le Secteur Démocratique et Populaire, le parti Fusion des Sociaux-Démocrates, Inité, Inifos ou le Mouvement pour la Transformation, la Mobilisation et la Valorisation d'Haïti.

Pour sa part, l'initiative de la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise réunit plus de 500 signataires, comme l'ont assuré ses organisateurs, dont le puissant Fanmi Lavalas, fondé par l'ancien président Jean Bertrand Aristide.

Selon la coordinatrice générale de la Commission, Magalie C. Denis, ce projet a force de loi.

Les deux propositions sont contradictoires, car alors que Henry plaide pour une administration dirigée par un premier ministre, la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise encourage un gouvernement 'bicéphale' dirigé par un président.

La Commission ne reconnaît pas non plus l'autorité d'Henry, et estime qu'il a assumé le pouvoir de manière inconstitutionnelle, puisque le président assassiné Jovenel Moïse, gouvernait déjà dans les faits lorsqu'il a nommé le premier ministre, ont-ils affirmé.

Pour leur part, plusieurs experts s'accordent à reconnaître que la Constitution actuelle ne prévoit aucune solution aux problèmes que connaît le pays après le magnicide contre Moïse, de sorte que toutes les solutions seraient inconstitutionnelles.

Bien que la classe politique et sociale considère que Moïse gouvernait de fait après le 7 février, ou qu'il gérait sa dernière année de mandat, il n'existe pas de règle applicable à sa succession, selon les déclarations de Bernard Gousse, Claude Moïse, Patrick Pierre-Louis et Sonet Saint-Louis, professeurs de droit constitutionnel de l'Université d'État et d'autres collèges privés.

Par ailleurs, au moins une dizaine d'enlèvements et plusieurs assassinats ont été enregistrés en Haïti ce mois-ci, selon les médias locaux.

La veille, un agent de l'Unité de sécurité du Palais national et une femme ont été enlevés à Martissant, à la sortie sud de la capitale, par des hommes armés voyageant dans un véhicule, a dénoncé la plateforme multimédia Alter Presse.

Un conducteur de motocyclette a également été arrêté contre son gré vendredi dernier à Mariani, au sud de Port-au-Prince, et la veille, le Dr Lara Nazon, enceinte de sept mois, a été enlevée à Petion Ville, l'une des zones les plus sûres de la ville.

Pendant ce temps, le marchand Richard Thermilien est toujours entre les mains de ses ravisseurs depuis le 28 août, et l'un des frères enlevés le 4 septembre à Gressier, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, a été libéré une semaine plus tard après paiement d'une rançon.

Comme si cela ne suffisait pas, deux directeurs de succursales bancaires et autant de fonctionnaires ont été retenus à Port-au-Prince pendant plusieurs jours.

Aux enlèvements s'ajoutent les assassinats, dont celui du vice-président de l'Association nationale des stations-service (Anapross), José Plabo Sylvain, qui a été achevé jeudi dernier à Santo 1, localité de Croix de Bouquets.

Deux jours plus tôt, le père André Sylvestre a été tué de plusieurs balles à l'hôpital de la ville de Cap-Haïtien, dans le nord du pays, après avoir effectué une transaction bancaire.

Pour protester, l'Anapross a décidé de fermer toutes ses stations-service et a demandé au Gouvernement d'assumer ses responsabilités et de rétablir le climat de paix.

Lundi dernier, le Premier ministre Ariel Henry s'est engagé à prendre des mesures pour instaurer la sécurité, après plusieurs journées de tension marquées par les actions de bandes armées, malgré la trêve promise pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire vers les zones du sud dévastées par le récent tremblement de terre.

Malgré l'annonce, ce lundi, la route nationale 2 qui mène aux départements du sud a été bloquée, probablement par des gangs.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/270084-des-initiateurs-daccords-politiques-en-haiti-sassieront-pour-dialoguer>



Radio Habana Cuba